

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DE FEVRIER 2010**

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
(Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2010 (Projection)	11609
	Taux de croissance réelle du PIB 2010 en % (Projection)	4,0
	Taux d'inflation 2010 en % (Projection)	2,0
	PIB 2009 (estimation)	10539
	Taux de croissance du PIB réel 2009 en % (estimation)	2,1
	Taux d'inflation 2009 en % (réalisation)	3,0
	Recettes internes de l'exercice 2008 (loi de règlement)	2188,3
	Recettes internes de l'exercice 2009 (estimation)	1883,2
	dont Recettes pétrolières	507,3
Recettes non pétrolières	1376	
Données mensuelles (février 2010)	Variation des prix par rapport à février 2010 à Yaoundé (en %)	-0,2
	Variation des prix par rapport à février 2010 à Douala (en %)	-0,4
	Balance commerciale	Nd
	Balance commerciale hors pétrole	-74,5
	Recettes budgétaires	109,8
	dont Recettes non pétrolières	90,0
	Solde de base non pétrolier hors financement extérieur	0,6

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois de février 2010 accuse un déficit de 74,5 milliards résultant de 135,7 milliards d'importations et de 61,2 milliards d'exportations. Ce déficit se creuse de 31,2 milliards par rapport au mois précédent en raison d'une baisse de 25,2% des exportations conjuguée à une hausse de 8,5% des importations. Comparativement au mois de février 2009, l'on note plutôt une amélioration de 1,1 milliard suite à une baisse plus prononcée des exportations par rapport à celle des importations.

Sur l'ensemble des deux premiers mois de l'année, le solde commercial hors pétrole s'améliore de 64,5 milliards en raison d'une baisse de 18,7% des importations et à la hausse de 3,4% des exportations.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes du mois de février 2010 s'élèvent à 109,8 milliards dont 19,8 milliards de recettes pétrolières et 90 milliards de recettes non pétrolières. Elles sont en diminution de 24,7 milliards par rapport au mois précédent. Cette baisse ressort principalement au niveau des impôts et taxes intérieurs qui passent de 71,6 milliards à 51,3 milliards.

Les dépenses totales effectuées au cours du mois de février 2010 se chiffrent à 138,8 milliards contre 126,4 milliards un mois plus tôt, soit une baisse de 11,7 milliards. Celle-ci est due à la diminution des dépenses de biens et services (-4,5 milliards) et de des transferts (-11 milliards).

Au terme des deux premiers mois de l'année 2010, les recettes budgétaires internes se situent à 244,3 milliards contre 216,4 milliards à la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 27,9 milliards, essentiellement imputable aux recettes non pétrolières. Les dépenses totales d'un montant de 259,1 milliards à fin février 2010 connaissent quant à elles une augmentation de 37,7 milliards consécutive à celle de l'ensemble des postes de dépenses.

Situation monétaire

Cette conjoncture est la résultante de la hausse de 1,6% des avoirs extérieurs nets qui s'établissent à 1757 milliards et de 3,2% du crédit intérieur qui se chiffre à 871 milliards. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire progresse de 2,1% pour se situer à 2322 milliards à fin février 2010, contre 2270 milliards à fin janvier 2010. Par rapport au mois de février 2009, la masse monétaire augmente de 11,1%.

Marché monétaire et secteur financier

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit s'élève à 352 millions en février contre à 325 millions en janvier. Les établissements de crédit éligibles au refinancement et les institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 264 milliards en février 2010, contre 213 milliards en janvier 2010 et 212 milliards en glissement annuel. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 100,74% en février 2010, le minimum statutaire étant de 20%.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de janvier 2010, l'indice des prix à la consommation finale des ménages diminue de 0,2% à Yaoundé et de 0,4% à Douala. En glissement annuel, les prix connaissent une stabilité à Yaoundé mais augmentent de 0,4% à Douala, en liaison avec les hausses observées au niveau des postes « boissons » et « dépenses de maison ».

Balance commerciale

En février 2010, l'ensemble des échanges commerciaux hors pétrole avec le reste du monde enregistre un recul de 4,8% comparativement au mois de janvier 2010. Ils se chiffrent à 196,8 milliards contre 206,7 milliards le mois précédent, en raison du fléchissement des exportations.

Le solde commercial qui en résulte se détériore davantage, passant de -43,3 milliards en janvier à -74,5 milliards.

En glissement annuel, ce déficit commercial de 106,7 milliards connaît une amélioration de 1,1 milliard, en raison d'une baisse prononcée

des importations hors pétrole (-3,1 milliards) par rapport à celle des exportations de même nature (-2 milliards).

Sur l'ensemble des deux premiers mois de l'année, les échanges commerciaux affichent une diminution de 12% à la même période en 2009 et se situent à 403,5 milliards. Au terme de ces deux mois, le solde commercial s'améliore de 64,5 milliards consécutivement à la baisse de 18,7% des importations hors pétrole et à la hausse de 3,4% des exportations de même nature.

Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur (en millions de francs CFA)

Période	février-09	janvier-10	février-10	jan-fév. 09	jan-fév. 10	Variation		
Libellés	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Exportations hors pétrole	63 093	81 709	61 119	138 103	142 828	-25,2%	-3,1%	3,4%
Importations hors pétrole	138 736	125 019	135 643	320 423	260 661	8,5%	-2,2%	-18,7%
Bal. com. hors pétrole	-75 644	-43 310	-74 524	-182 319	-117 834	-31 214	1 120	64 486

Source : MINFI/DGD-DAE

Exportations

Les exportations hors pétrole se chiffrent à 61,1 milliards en février 2010 et sont en baisse de 25,2% par rapport au mois précédent. Cette évolution est la conséquence d'une diminution des ventes de l'aluminium brut (-45,8% en quantité et -47,8% en valeur), du cacao brut en fèves (-48,7% et -47,8%).

En termes de structure, hormis le pétrole, les six principaux groupes de produits qui représentent près de 72,2% du total des exportations sont constitués du cacao brut en fèves (25,5%), du bois et ouvrages en bois (25,3%), de l'aluminium brut (6,6%), de la banane fraîche (5,1%), du coton brut (5,3%) et du caoutchouc brut (4,4%).

Les variations des recettes issues de ces exportations entre janvier et février 2010 sont toutefois contrastées.

Les recettes d'exportations de la banane fraîche sont quasi-stables, tandis que celles du coton brut et du bois et ouvrages en bois sont en augmentation. Une chute par rapport au mois précédent est par contre observée au niveau du cacao brut en fèves (-47,8%), de l'aluminium brut (-47,8%) et du caoutchouc brut (-16,4%).

En glissement annuel, la baisse de 3,1% des exportations hors pétrole est principalement induite par la chute des ventes de l'huile de palme brute ou raffinée. Par contre, certains principaux produits affichent des évolutions à la hausse, notamment les bois et ouvrages en bois (+24,5%), le coton brut (+12,8%), l'aluminium brut (+50,6%), le caoutchouc brut (+32,4%) et la banane fraîche (+12,1%).

Tableau 2 : Principaux produits exportés [quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA]

Période	février-09		janvier-10		février-10		Variation			
Libellés	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	21 491	2 793	20 824	3 136	23 809	3 132	14,3	-0,1	10,8	12,1
Café	1 512	1 152	2 118	1 096	2 919	1 606	37,8	46,5	93,0	39,4
dont café arabica	69	78	0	0	72	86	NC	NC	NC	NC
café robusta	1 442	1 073	2 114	1 095	2 846	1 520	34,7	38,7	97,3	41,6
Huile de palme brute ou raffinée	908	775	554	497	178	145	-67,9	-70,7	-80,4	-81,2
Cacao brut en fèves	12 036	15 499	19 139	29 852	9 822	15 591	-48,7	-47,8	-18,4	0,6
Pâte de cacao	858	1 355	807	1 654	986	1 958	22,1	18,4	15,0	44,6
Beurre de cacao	436	670	950	1 942	851	1 751	-10,4	-9,8	95,5	161,2
Ciments	1 713	176	515	44	3 221	291	525,4	563,2	88,0	65,5
Huiles brutes de pétrole	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	23	24	275	284	189	216	-31,1	-23,9	715,7	783,1
Savons de ménage en morceaux	2 255	1 278	2 546	1 496	1 579	996	-38,0	-33,4	-30,0	-22,1
Caoutchouc brut	2 315	2 027	3 527	3 210	2 539	2 685	-28,0	-16,4	9,7	32,4
Bois et ouvrages en bois	49 833	12 439	67 989	13 892	71 405	15 486	5,0	11,5	43,3	24,5
<i>Bois brut (grumes)*</i>	24 827	2 636	46 976	5 195	47 392	5 312	0,9	2,3	90,9	101,5
<i>Bois sciés*</i>	32 333	8 027	31 709	7 386	34 295	8 214	8,2	11,2	6,1	2,3
Feuilles de placage en bois	1 286	1 555	925	1 023	2 007	1 602	117,1	56,6	56,0	3,1
Coton brut	3 703	2 864	4 432	2 922	4 714	3 231	6,4	10,6	27,3	12,8
Art. de transport & d'emballage (bouteilles) en verre	2 375	793	3 319	1 062	3 217	1 181	-3,1	11,3	35,5	49,0
Aluminium brut	4 218	2 677	7 509	7 725	4 069	4 031	-45,8	-47,8	-3,5	50,6
Tôles en aluminium	212	348	134	191	252	363	88,2	90,3	19,0	4,4
<i>Total général des exportations hors pétrole</i>		63 093		81 709		61 119		-25,2		-3,1
Total général des exportations		ND		ND		ND		NC		NC

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes;

Source : MINFI/DGD-DAE

Importations

En février 2010, les importations hors pétrole se situent à 135,6 milliards, enregistrant une hausse de 8,5% par rapport au mois précédent et une baisse de 2,2% en glissement annuel.

Ces importations sont dominées par les produits alimentaires (20% du total), les machines et appareils mécaniques ou électriques (20%), les produits des industries chimiques (12,4%), les matériaux de transport, pièces et accessoires automobiles (10%), les produits minéraux (10,8%), les matériaux de construction (9,7%) et les matières textiles et leurs ouvrages (3,6%).

En termes d'évolution, les importations de produits alimentaires, constituées en grande partie des produits céréaliers et des poissons de mer congelés, sont en augmentation de 5,2% en glissement annuel et se situent à près de 27 milliards. Les machines et appareils mécaniques

ou électriques se chiffrent à 27,1 milliards et enregistrent un accroissement de 25,4% par rapport au mois précédent et une baisse de 32,8% en glissement annuel.

Les produits des industries chimiques reculent de 6,6% par rapport au mois précédent mais enregistrent une hausse de 3,7% en glissement annuel tandis que les autres principaux produits (matériaux de construction, métaux communs et leurs ouvrages, matières textiles et leurs ouvrages, matériaux de transport, pièces et accessoires automobiles) progressent aussi bien par rapport au mois précédent qu'en glissement annuel.

Les évolutions des autres principaux produits exportés sont globalement en hausse en dehors des produits des industries chimiques et des produits alimentaires qui présentent des évolutions à la baisse.

Tableau 3 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Période	février-09		janvier-10		février-10		Variation			
Libellés	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	11 593	7 422	18 989	10 365	11 763	6 650	-38,1	-35,8	1,5	-10,4
Céréales	31 743	5 575	26 399	4 753	45 645	7 990	72,9	68,1	43,8	43,3
Riz	13 349	2 911	16 540	3 398	13 045	3 734	-21,1	9,9	-2,3	28,3
Sucres et sucreries	2 782	1 000	4 643	1 619	730	360	-84,3	-77,8	-73,8	-64,0
Clinkers	97 466	6 048	85 323	4 159	71 290	3 472	-16,4	-16,5	-26,9	-42,6
Hydrocarbures	19 355	4 449	13 139	4 838	29 165	7 761	122,0	60,4	50,7	74,5
Huiles brutes de pétrole	ND	ND	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	11 592	2 203	5 114	2 547	22 711	5 345	344,1	109,8	95,9	142,7
Produits pharmaceutiques	524	5 646	482	4 739	469	5 626	-2,6	18,7	-10,4	-0,4
Engrais	1 035	327	10 003	2 249	7 498	1 256	-25,0	-44,2	624,2	284,3
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	428	1 355	499	876	1 141	2 159	128,6	146,5	166,4	59,3
Matières plastiques	5 329	4 573	4 403	3 800	5 516	5 070	25,3	33,4	3,5	10,9
Matières textiles et leurs ouvrages	4 489	4 344	4 851	4 527	5 275	4 889	8,7	8,0	17,5	12,5
Fonte, fer et acier	5 667	2 770	11 945	3 797	16 540	5 100	38,5	34,3	191,9	84,1
Ouvrages en fonte, fer et acier	3 333	4 393	2 419	2 758	8 398	6 349	247,1	130,2	151,9	44,5
Machines et app. Mécaniques ou électriques	6 557	40 400	6 033	21 652	6 283	27 148	4,1	25,4	-4,2	-32,8
Matériel de transport	5 616	11 359	6 760	12 728	8 005	13 555	18,4	6,5	42,5	19,3
Total des exportations hors pétrole		138 735		125 019		135 643		8,5		-2,2
Total général des exportations		ND		ND		ND		NC		NC

Source : MINFI/DGD-DAE

Cours mondiaux des produits de base

Pétrole

Le cours moyen du pétrole brut accuse en février 2010 un recul de 3,3% par rapport au mois précédent et se situe à 73,6 dollars le baril. En glissement annuel, il est en hausse de 70,2%, du fait de la reprise de la demande mondiale de pétrole.

Cacao en fève

Les cours du cacao brut en fève sont en diminution de 7,1% et se situent en moyenne à 3276,6 dollars la tonne. Ce fléchissement est pour l'essentiel imputable à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro. En glissement annuel, les cours sont en augmentation de 23,8%.

Café

Estimés en moyenne mensuelle à 155,9 cents la livre en février 2010, les cours du café arabica enregistrent des accroissements de 1% par rapport au mois précédent et 21,2% en glissement annuel. Les cours du café robusta par contre maintiennent leur tendance

baissière ; ils sont estimés à 73,5 cents la livre diminuant ainsi de 2,1% par rapport à janvier 2010 et de 10% en glissement annuel.

Caoutchouc

Les cours du caoutchouc sont en hausse de 0,4% par rapport au mois précédent et de 117,7% en glissement annuel.

Aluminium

En février 2010, le cours moyen mensuel de l'aluminium brut se situe à 2048,6 dollars la tonne contre 2234,8 dollars il y a un mois, soit un recul de 8,3%. En glissement annuel, ce cours moyen affiche plutôt un accroissement sensible de 54,1% soutenu principalement par une amélioration de la demande mondiale.

Coton

La bonne tenue des cours du coton se maintient en début d'année 2010. Au mois de février, le cours moyen du coton est évalué à 80,1 cents la livre, en augmentation de 3,7% par rapport au mois précédent et de 45,3% en glissement annuel. Cette situation est principalement induite par le déficit observé sur le marché mondial en liaison avec la forte demande chinoise.

Sucre

L'envolée des cours du sucre se poursuit. En effet, en un an, les cours ont plus que doublé passant de 13,1 cents la livre en février 2009 à 26,4 cents la livre en février 2010, soit un accroissement de 100,8%. Par rapport au mois précédent, le cours moyen du sucre est en hausse de 2,6%. Cette évolution s'explique

d'une part, par l'effondrement de la production mondiale suite aux conditions climatiques défavorables dans les deux principaux pays producteurs que sont l'Inde et le Brésil et d'autre part, par la diminution des stocks mondiaux et la demande soutenue en provenance des pays asiatiques.

Tableau 4 : Cours mondiaux des produits de base en février 2010

Produits	<i>févr.-09</i>	<i>janv.-10</i>	<i>févr.-10</i>	<i>Variation (en %)</i>	
	<i>(a)</i>	<i>(b)</i>	<i>(c)</i>	<i>c/b</i>	<i>c/a</i>
Cacao en fève (\$/t)	2 647,6	3 525,1	3 276,6	-7,1	23,8
Café arabica (cents/lb)	128,6	154,4	155,9	1,0	21,2
Café robusta (cents/lb)	81,7	75,1	73,5	-2,1	-10,0
Aluminium brut (\$/t)	1 329,8	2 234,8	2 048,6	-8,3	54,1
Sucre (cents/lb)	13,1	25,7	26,4	2,6	100,8
Coton (cents/lb)	55,1	77,3	80,1	3,7	45,3
Caoutchouc (cents/kg)	137,3	297,7	298,8	0,4	117,7
Pétrole brut (\$/ baril)	43,3	76,2	73,6	-3,3	70,2

Source : Produitdoc_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : \$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

De fin janvier 2010 à fin février 2010

Les recettes budgétaires internes du mois de février 2010 s'élèvent à 109,8 milliards contre 134,5 milliards en janvier 2010, soit une régression de 24,7 milliards par rapport au mois précédent. Cette baisse ressort principalement au niveau des impôts et taxes intérieurs.

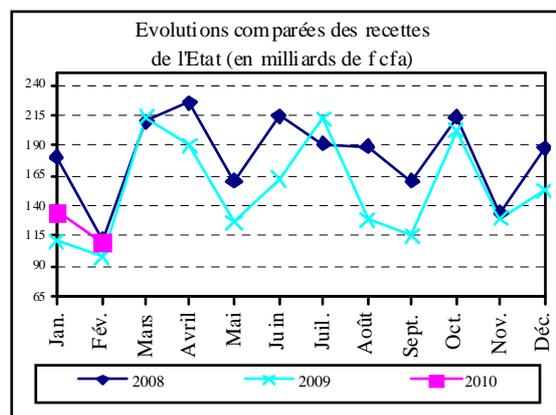
Les recettes pétrolières se chiffrent à 19,8 milliards au mois de février contre 21 milliards en janvier et sont constituées exclusivement de la redevance SNH.

Les recettes non pétrolières, quant à elles, s'élèvent à 90 milliards au mois de février, contre 113,5 milliards un mois plus tôt, soit une diminution de 23,5 milliards d'un mois à l'autre. Les réalisations des principales composantes se présentent ainsi qu'il suit.

Les recettes des impôts et taxes se chiffrent à 51,3 milliards au mois de février contre 71,6 milliards au mois de janvier, soit une baisse de 20,3 milliards entre les deux mois. L'évolution au niveau des différentes rubriques se présente de la manière suivante : la TVA régresse de 10,2 milliards, passant de 27,4 milliards à 17,2 milliards ; l'IS non pétrole et les droits d'accises diminuent respectivement de 3,3 et 4,1 milliards avec des montants respectifs de 4,2 milliards et 4,9 milliards ; les droits d'enregistrement et du timbre suivent la même tendance régressive, en se situant à 4,8 milliards au mois de février 2010 contre 5,4 milliards un mois plus tôt. Enfin la taxe sur la vente des produits pétroliers reste stable d'un mois à l'autre, avec des recouvrements de 7,5 milliards.

Concernant les recettes douanières, elles se chiffrent à 33,6 milliards au cours du mois de février contre 36,7 milliards au mois de janvier, soit une baisse de 3,1 milliards. Au niveau des sous-rubriques, tandis que la TVA à l'importation reste stable d'un mois à l'autre (16,4 milliards), les droits de douane à l'importation baissent de 3,1 milliards en février pour se situer à 15 milliards.

Les recettes non fiscales enregistrent une légère hausse en se situant à 5,8 milliards en février, contre 5,5 milliards un mois plus tôt.



Les dépenses totales effectuées au cours du mois de février s'élèvent à 138,1 milliards. Elles sont en augmentation de 11,7 milliards par rapport au mois précédent.

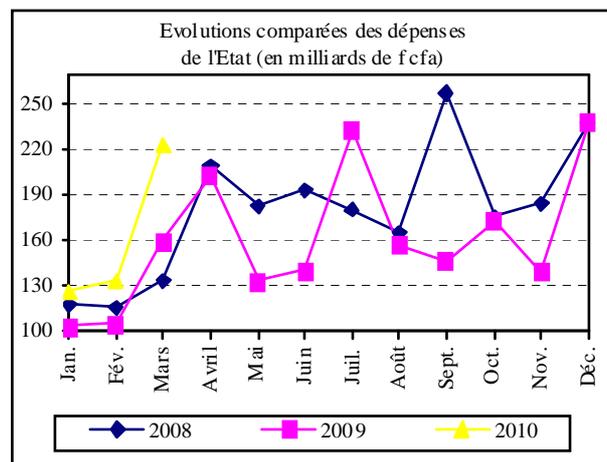
Les dépenses de personnel augmentent de 3,2 milliards au mois de février en se situant à 49,5 milliards. Au mois de janvier, elles s'élevaient à 46,3 milliards.

Les dépenses des biens et services, se chiffrent à 18,9 milliards en février contre 23,4 milliards en janvier.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 26,8 milliards en février dont 20,8 milliards d'instances de l'exercice 2009, contre 14,1 milliards un mois plus tôt, soit une augmentation de 12,7 milliards.

Les dépenses de transferts et subventions y compris les pensions, s'élèvent à 12,2 milliards. Elles sont en diminution de 11 milliards d'un mois à l'autre.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 16,4 milliards en février 2010. Un montant de 4,9 milliards a été payé au titre de la dette extérieure et une enveloppe de 11,5 milliards a été affectée au paiement de la dette intérieure.



De janvier 2010 à février 2010

Au terme des deux premiers mois de l'exercice 2010, les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 244,3 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, elles enregistrent une hausse de 27,9 milliards, tributaire pour l'essentiel, du bon comportement des recettes non pétrolières.

Les recettes pétrolières recouvrées à fin février, constituées exclusivement de la redevance SNH, s'élèvent à 40,8 milliards contre 23,1 milliards à fin février 2009. Elles augmentent ainsi de 17,7 milliards entre les deux périodes.

Les recettes non pétrolières se chiffrent à 203,5 milliards contre 193,3 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 10,2 milliards. Cette tendance haussière est principalement visible au niveau des recettes fiscales.

Les recettes des impôts et taxes recouvrées se situent à 122,9 milliards contre 114 milliards au cours de la même période de l'exercice 2009, soit une augmentation de 8,9 milliards. Cette hausse est principalement due à la TVA qui affiche un montant de 44,5 milliards contre 37,7 milliards enregistrés à la même période de l'exercice écoulée.

Les recettes douanières recouvrées se chiffrent à 70,3 milliards. Elles étaient de 70,1 milliards un an plus tôt et restent constantes en glissement annuel. Cette constance s'observe notamment au niveau des deux principales composantes (droits de douanes à l'importation et TVA à l'importation).

Les recettes non fiscales enregistrées augmentent de 1 milliard par rapport à la même période de l'exercice antérieur, passant de 10,3 milliards à 11,3 milliards.

Les paiements effectués s'élèvent à 259,1 milliards contre 221,4 milliards à la même

période de l'exercice antérieur, soit une augmentation de 37,7 milliards.

Les dépenses de personnel s'accroissent de 3,1 milliards en se situant à 95,9 milliards à fin février contre 92,8 milliards à fin février 2009.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 41,7 milliards, en diminution de 3,9 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur.

Les dépenses de transferts et de pensions s'élèvent à 35,4 milliards, en augmentation de 16,6 milliards entre les deux exercices.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres sont de 43,3 milliards contre 31,2 milliards l'exercice précédent, soit une hausse de 12,1 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 22,1 milliards contre 19,7 milliards à fin février 2009. Il est constitué de 6,5 milliards de dette extérieure et de 15,6 milliards de dette intérieure. En ce qui concerne la dette intérieure, l'amortissement du principal représente 1,7 milliard et les paiements d'arriérés sont de 4,6 milliards. Les remboursements de crédits de TVA sont de 9,3 milliards, contre 7,8 milliards pour la même période de l'exercice écoulé.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net positif de 2,7. Il résulte des 7,6 milliards de tirages nouveaux sur emprunts extérieurs correspondant essentiellement aux prêts projets et de 4,9 milliards d'amortissement du principal de la dette extérieure.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) s'est traduite par une diminution des engagements de l'Etat de 2,4 milliards contre une diminution de 6,6 milliards à la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

<i>RUBRIQUES</i>	Fév-09	Jan-10	Févr. - 10	Jan- Fév 09	jan- Fév -10	Variation relative (en %)			Variation absolue		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I- Recettes pétrolières	11,8	21,0	19,8	23,1	40,8	67,8	-5,7	76,6	8,0	-1,2	17,7
1-Redevance SNH	11,8	21,0	19,8	23,1	40,8	67,8	-5,7	76,6	8,0	-1,2	17,7
2- IS pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0	0,0
II- Recettes non pétrolières	89,4	113,5	90,0	193,3	203,5	0,7	-20,7	5,3	0,6	-23,5	10,2
1- Recettes Fiscales	84,1	108,3	84,9	184,1	193,2	1,0	-21,6	4,9	0,8	-23,4	9,1
a- Recettes des impôts et ta.	51,0	71,6	51,3	114,0	122,9	0,6	-28,4	7,8	0,3	-20,3	8,9
dont -TVA	14,7	27,4	17,2	37,7	44,5	17,0	-37,2	18,0	2,5	-10,2	6,8
- IS non pétrole	5,3	7,5	4,2	12,8	11,7	-20,8	-44,0	-8,6	-1,1	-3,3	-1,1
- Droits d'accises	5,4	9,0	4,9	13,1	13,9	-9,3	-45,6	6,1	-0,5	-4,1	0,8
- Droits d'enreg.et timbre	6,0	5,4	4,8	11,9	10,2	-20,0	-11,1	-14,3	-1,2	-0,6	-1,7
- TSPP	6,5	7,4	7,5	13,0	14,9	15,4	1,4	14,6	1,0	0,1	1,9
b- Recettes douanières	33,1	36,7	33,6	70,1	70,3	1,5	-8,4	0,3	0,5	-3,1	0,2
dont - droit de douane import.	15,3	18,1	15,0	32,7	33,0	-2,0	-17,1	0,9	-0,3	-3,1	0,3
_TVA import.+Dtsd'ac./import	16,7	17,2	17,3	35,2	34,5	3,6	0,6	-2,0	0,6	0,1	-0,7
2- Recettes non fiscales	4,8	5,5	5,8	10,3	11,3	20,8	5,5	9,7	1,0	0,3	1,0
3- Effets à l'encaissement	0,5	-0,3	-0,7	-1,1	-1,0	240,0	133,3	-9,1	-1,2	-0,4	0,1
TOTAL RECETTES BUDGET	101,2	134,5	109,8	216,4	244,3	8,5	-18,4	12,9	8,6	-24,7	27,9
DEPENSES											
I-Dépenses courantes	73,7	92,9	80,6	157,2	173,0	9,4	-13,2	10,1	6,9	-12,3	15,8
Dép. Personnel	47,5	46,3	49,5	92,8	95,9	4,2	6,9	3,3	2,0	3,2	3,1
Dép.Biens & Serv.	17,7	23,4	18,9	45,6	41,7	6,8	-19,2	-8,6	1,2	-4,5	-3,9
Transferts et pensions	8,5	23,2	12,2	18,8	35,4	43,5	-47,4	88,3	3,7	-11,0	16,6
II- Dépenses des investissem.	16,8	16,6	36,7	39,3	55,7	118,5	121,1	41,7	19,9	20,1	16,4
Sur financements extérieurs	7,1	2,5	9,4	8,1	11,9	32,4	276,0	46,9	2,3	6,9	3,8
Sur ressource propres.	9,7	14,1	26,8	31,2	43,3	176,3	90,1	38,8	17,1	12,7	12,1
dont PPTE	0,6	2,4	5,4	3,7	7,8	800,0	125,0	110,8	4,8	3,0	4,1
Dépenses de restructurations	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	-	-	-	0,5	0,5	0,5
III- Dépenses diverses non clas	10,5	3,9	4,4	5,2	8,3	-58,1	12,8	59,6	-6,1	0,5	3,1
IV- Service de la dette publique	15,1	13,0	16,4	19,7	22,1	8,6	26,2	12,2	1,3	3,4	2,4
Dette extérieure	4,3	1,6	4,9	8,5	6,5	14,0	206,3	-23,5	0,6	3,3	-2,0
Dette intérieure	10,8	11,4	11,5	11,2	15,6	6,5	0,9	39,3	0,7	0,1	4,4
dont - amortissement du principal	6,6	1,7	2,4	0,3	1,7	-63,6	41,2	466,7	-4,2	0,7	1,4
-remboursement crédits TVA	3,5	5,9	3,3	7,8	9,3	-5,7	-44,1	19,2	-0,2	-2,6	1,5
- arriérés intérieurs	0,7	1,8	2,8	3,1	4,6	300,0	55,6	48,4	2,1	1,0	1,5
TOTAL DEPENSES BUDGET	116,1	126,4	138,1	221,4	259,1	18,9	9,3	17,0	22,0	11,7	37,7
SOLDE DE BASE	4,6	20,5	0,6	21,2	21,1	-87,0	-97,1	-0,5	-4,0	-19,9	-0,1

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire à fin février 2010 s'équilibre en ressources et emplois à 2628,0 milliards contre 2573,5 milliards à fin janvier 2010, et 2367,0 milliards en glissement annuel.

Par rapport à fin janvier 2010, les avoirs extérieurs nets (AEN) augmentent de 1,6% pour s'établir à 1757 milliards. Cette évolution cache cependant quelques disparités au niveau des composantes. En effet, les AEN de la BEAC enregistrent un repli de 3% pour s'établir à 1410 milliards tandis que ceux des banques et autres institutions bancaires progressent de 28,6% et se situent à 346 milliards.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se raffermissent de 3,9%.

Le crédit intérieur enregistre une hausse de 3,4% pour se situer à 871,3 milliards, contre 843 milliards à fin janvier 2010. Cette performance procède essentiellement d'une progression de 1,4% des créances sur l'économie conjuguée et à la hausse de 1,2% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat. En glissement annuel, le crédit intérieur augmente de 29,1%.

Le crédit à l'économie passe de 1432,9 milliards en janvier 2010 à 1453,5 milliards au 28 février 2010. Sa structure n'a sensiblement

pas changé et reste composée à 86% des crédits au secteur privé non financier, à 10% des crédits aux entreprises publiques non financières et à 4% de ceux alloués aux institutions financières non bancaires. La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas également changé. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 62,4%, contre 35,1% des crédits à moyen terme et 2,5% des crédits à long terme.

L'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat passe de -589 milliards à fin janvier 2010 à -582 milliards à fin février 2010. Cette hausse s'explique par un accroissement de 2,0% des créances nettes de la BEAC sur l'Etat qui se situent à -481 milliards à fin février 2010 contre -491 milliards au 31 janvier 2010.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) progresse de 2,3% pour se situer à 2322 milliards à fin février 2010, contre 2270 milliards à fin janvier 2010. En glissement annuel, la masse monétaire s'accroît de 11,1%. Sa structure ne se modifie pas ; elle reste composée à 18,0% de la monnaie fiduciaire, à 40,6% de la monnaie scripturale et à 41,4% de la quasi-monnaie. Ces ratios étaient respectivement de 17,2%, 42,8% et 40,0% à fin janvier 2010.

Tableau 6: Situation monétaire à fin février 2010 (en milliards de FCFA)

SITUATION MONETAIRE LARGE	Fév.-09	Jan-10	Fév.-10	Variations (en %)	
	a	b	c	c/a	c/b
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTÈME MONETAIRE	2 367,1	2 573,5	2 628,7	11,1	2,1
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 692,0	1 730,0	1 757,4	3,9	1,6
CREDIT INTERIEUR (a+b)	675,1	843	871,3	29,1	3,4
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	-606,7	-589,4	-582,2	-4,0	-1,2
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	-490,0	-456,9	-440,0	-10,2	-3,7
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	1 281,7	1 432,9	1 453,5	13,4	1,4
SECTEUR PRIVE NON FINANCIER	1 127,6	1 252,5	1 254,4	11,2	0,2
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTÈME MONETAIRE	2 367,1	2 573,5	2 628,7	11,1	2,1
MONNAIE FIDUCIAIRE (i)	377,1	390,6	371,9	-1,4	-4,8
MONNAIE SCRIPTURALE (ii)	848,6	970,4	1 022,9	20,5	5,4
1-DISPONIBILITES MONETAIRES (i+ii)	1 225,7	1 361,0	1 394,8	13,8	2,5
2- QUASI-MONNAIE	865,1	909,6	928,0	7,3	2,0
MASSE MONETAIRE (1+2)	2 090,8	2 270,6	2 322,8	11,1	2,3
FONDS PROPRES	310,8	417,4	424,8	36,7	1,8
AUTRES POSTES NETS	-34,5	-114,5	-118,9	244,6	3,8

Source : BEAC

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, deux opérations ont été enregistrées en février 2010 entre AFRILAND FIRST BANK (prêteuse) et CCEI Bank Guinée Equatoriale et NFC Bank (emprunteuses). Le crédit accordé à CCEI Bank s'élève à 10 milliards, au taux de 2% pour une durée de 28 jours alors que celui accordé à la NFC Bank se chiffre à 2 milliards, au taux de 5% pour une durée de 73 jours.

Injection de liquidité: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit demeure sur une tendance baissière depuis le pic de 9332 millions enregistré en juin 2009. Il s'établit à 352 millions en février 2010 et 325 millions en janvier 2010. Le taux d'intérêt de ces avances est de 4,25%. Cette opération a été enregistrée essentiellement au guichet des appels d'offres de 7 jours. Les autres guichets à savoir, des avances exceptionnelles sur certificat de placement, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'établit à 264 milliards en février 2010, contre 213 milliards en janvier 2010 et 212 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en février 2010: 60% de ces placements est à 7 jours au taux de 0,85% ; 28% des placements est à 28 jours au taux de 0,9125% ; et 12% des placements est à 84 jours au taux de 0,9750%.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde des prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. En février 2010, le volume des opérations enregistré s'élève à 339 millions.

Situation des réserves obligatoires

L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises se stabilise à 197 milliards à fin février 2010. Il représente 30,9% des réserves totales des banques, traduisant une situation de liquidité très tendue. L'encours des réserves

obligatoires dans la CEMAC s'établit à 542 milliards à fin février 2010.

Engagements du trésor public vis-à-vis de la BEAC

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2010 est fixé à 418 milliards. Depuis plus de deux ans, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 275 millions à fin février 2010, contre 287 millions à fin janvier 2010 et 396 millions en glissement annuel.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire, mesuré en rapportant les avoirs officiels bruts en devises de la BEAC nationale sur l'ensemble de ses engagements à vue, s'est stabilisé autour de 100,74% en février 2010, non loin de la moyenne de 99% observée au second semestre 2009. Au niveau sous-régional, ce taux se situe à 101,82% en février 2010. Le minimum statutaire exigé est de 20%.

Secteur bancaire

Le bilan consolidé des 13 banques créatrices de monnaie (y compris CCP) opérant sur le territoire camerounais s'équilibre à 2739 milliards contre 2640 milliards à fin janvier 2010 et 2476 milliards en glissement annuel. Les fonds propres des banques se chiffrent à 362 milliards, contre 354 milliards à fin janvier 2010.

Les créances du secteur bancaire sur l'économie s'élèvent à 1309 milliards contre 1288 milliards à fin janvier 2010. Les créances du système bancaire sur l'Etat se stabilisent à 113 milliards à fin février 2010.

En ce qui concerne les dépôts de l'Etat, leur encours augmente de 1,3% pour se situer à 299 milliards à fin février 2010 contre 295 milliards à fin janvier 2010 et 263 milliards à fin février 2009.

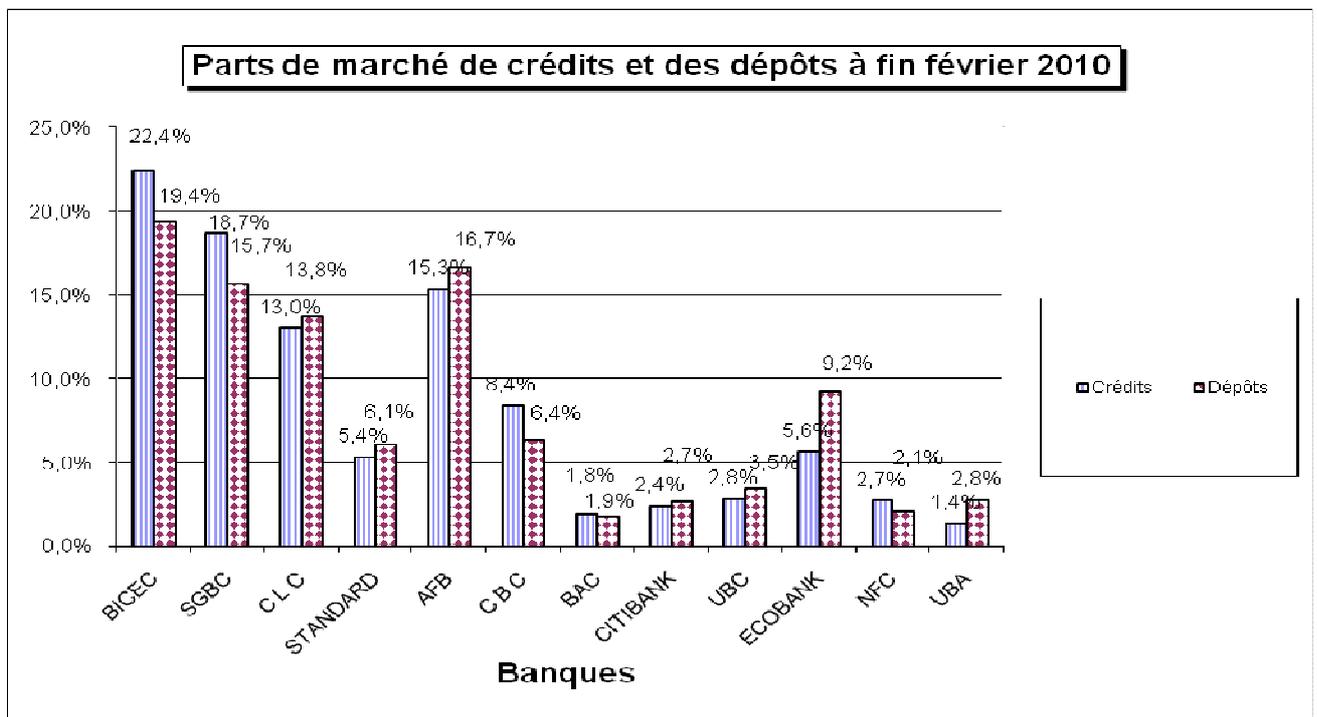
Par ailleurs, les créances en souffrance s'aggravent, passant de 179 milliards en janvier 2010 à 214 milliards en février 2010. De ce fait, son taux, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé

non financier a été porté de 12,98% à 15,35%.

Le total de crédits des banques créatrices de monnaie à l'économie se situe à 1160 milliards à fin février 2010 et se décompose en 2,2% de crédit à long terme ; 38,18% de crédit à moyen terme ; 26,87% des crédits à court terme ; 15,35% des créances brutes en souffrances et 16,54% de comptes débiteurs de la clientèle.

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée, comme par le passé, par 4 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND, et CA-SCB qui occupent

environ 70% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 3 autres banques (Standard Bank, CBC, ECOBANK) qui détiennent 18% des parts du marché du crédit et 22% du marché des dépôts. Les banques restantes à savoir, CITIBANK, BAC, UBC, NFC et UBA se contentent de 11,3% du marché du crédit et 13,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique ci-après.



Au plan de l'analyse des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la

structure du portefeuille crédit et relatif à l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptée une banque qui affiche des fonds propres négatifs.

Tableau 7 : Performances en matière de respect des ratios prudentiels à fin février 2010

	Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur seul client (Max = 45% des fonds propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des dirigeants (Max = 15% des fonds propres)
BICEC	32854	13	122	1	206	59	respecté	respecté	13
CA-SCB	19872	13	247	1	196	66	respecté	respecté	9
SGBC	30037	13	240	0	163	76	respecté	respecté	6
Standard Chartered Bank	10309	14	397	0	140	62	Non respecté	respecté	10
AFRILAND First Bank	21289	7	115	0	237	61	Non respecté	respecté	10,1
Bank of Africa- Cameroon	1123	6	56	0	189	7	non respecté	respecté	0,4
CBC	-16907	-16	-184	5	156	-122	non respecté	non respecté	-98
CITIBANK	13951	37	1759	0	414	1123	respecté	respecté	2,4
ECOBANK	9549	8	144	0	222	98	respecté	448	7
Union Bank of Africa-Cameroon	5604	22	423	0	431	508	respecté	respecté	5
Banque Atlantique du Cameroun	3255	26	232	0	488	247	respecté	respecté	6
National Financial Credit	2807	8	83	0	195	69	respecté	respecté	

Sources : MINFI/DAE ; BEAC

Prix à la consommation des ménages

Par rapport au mois de janvier 2010, l'indice des prix à la consommation finale des ménages à Yaoundé recule de 0,2% en février. Cette diminution résulte de la baisse de 0,5% des prix des produits alimentaires consécutive à la réduction des prix des céréales et produits céréaliers et, des viandes, charcuteries et volaille. Les reculs respectifs de 1,6% et 0,8% des prix des biens et services d'éducation et loisirs et des dépenses de maison contribuent également à cette baisse de l'indice général des prix. Toutefois, les prix des boissons et tabacs ont continué de progresser (+1,3%) au cours du mois de février, de même que ceux des produits de santé et soins personnels (+0,6%).

En glissement annuel, l'indice général enregistre une stabilité due à un effet combiné des hausses des prix des boissons et tabacs (+5,6%); transports et

télécommunications (+2,1%) et éducation et loisirs (+0,7%) et des baisses des prix dépenses de maison (-2,6%); habillement et chaussures (-1,3%) et produits alimentaires (-0,5%).

A Douala, l'indice des prix régresse de 0,4% en février 2010 par rapport au mois précédent. Cette situation résulte en grande partie de la baisse de 1,1% des prix des produits alimentaires, de 0,9% de ceux des articles d'habillement et chaussures et de 0,4% des prix des biens d'éducation et loisirs.

En glissement annuel, les prix augmentent de 0,4% au cours du mois février 2010 du fait de l'accroissement de 4,6% des prix des boissons et de 1,4% des dépenses de maison. Les baisses enregistrées sur les prix des dépenses d'habillement et chaussures (-2,6%), et les prix de transports et télécommunications (-0,2%) ont cependant contribué à atténuer cette hausse.